

Le piège identitaire et le découpage du territoire

par Daniel Mandon*

La propension à réfléchir, étudier, valoriser l'identité culturelle, ethnique, locale ou régionale est à la mesure de la «fièvre identitaire» actuelle et des revendications identitaires qui ne manquent pas de s'exprimer de manière passionnelle chaque fois qu'est abordée la question de l'organisation du territoire, des pouvoirs locaux et régionaux, de la décentralisation ou de la réforme de l'Etat.

Ainsi, lors du débat parlementaire sur l'aménagement du Territoire et le projet de loi Pasqua de 1995, un député en commission, paraphrasant César dans la trilogie de Pagnol interpellait l'un de ses collègues «Tu me fends le territoire !», comme si tout ce qui touche au territoire national devait nécessairement affecter notre identité.

Certes, la confusion entre identité et territoire ne date pas d'aujourd'hui ; et la culture historique européenne qui a toujours valorisé la pluralité, la diversité et les autonomies, témoigne de cette tension précieuse entre universalité et enracinement - ouverture et délimitation. La notion d'identité, liée à l'existence elle-même, n'appelle-t-elle pas le meilleur et le pire ?

Pour le politologue Jean-François Bayart, «toute identité est un simple fait de conscience, relatif et incertain» (1). Il montre l'inadéquation d'une conception ethnocentrique de la cité avec les questions posées par la modernité des sociétés contemporaines. Il voit aussi dans cette nouvelle vague de mobilisation identitaire, la conséquence d'une problématique qui depuis deux siècles n'a eu de cesse de vanter les vertus du nationalisme et de l'ethno-citoyenneté et, *a contrario*, des particularismes ou des micro-régionalismes qui se sont nourris dans le temps et l'espace de cette volonté politique.

Une telle quête obsessionnelle - voire ces guerres de reconquête, sur les chemins d'une identité soi-disant en péril - n'a pas seulement des effets dramatiques au niveau des macro-phénomènes de la politique internationale. Elle sévit jusque dans le plus petit village cerné par une intercommunalité plus ou moins fantasmée et tenté de se replier à l'ombre de son clocher, en prétextant l'exercice d'une démocratie de proximité et au nom d'un principe de subsidiarité trop souvent bafoué et illusoire.

* Professeur
d'anthropologie
à l'université Lumière
Lyon II, vice-président
du Conseil Général
de la Loire,
ancien député, auteur
de Culture et changement
social, *Chronique Sociale*,
Lyon, 1990 et Trouble
fête, Editions J.P. Huguet,
2000.

(1) Jean-François Bayart,
L'illusion identitaire, Fayard,
Paris, 1996.

globalisation et particularismes locaux

Ainsi, depuis une décennie, les enquêtes successives confirment un pressentiment : les Français, pour tout ce qui concerne l'aménagement du territoire votent proximité et identité. Ils font plus confiance aux collectivités locales qu'à l'Etat ou à l'Europe et comptent sur une plus grande proximité avec leurs élus locaux. Plus les cercles de décision s'éloignent géographiquement, plus ils suscitent méfiance ou hostilité.

N'est-ce pas le fruit d'une contradiction majeure d'aujourd'hui que de voir s'accroître corrélativement une unification progressive de l'humanité, liée au rapprochement et au brassage des cultures, à certaines formes, par exemple, de radicalisation des questions économiques et écologiques... et d'un autre côté, un besoin accru d'affirmer sa spécificité, son particularisme, de retrouver ses racines - ou de les réinventer - et de cultiver sa différence dans un monde d'anonymat, d'oubli, de fugacité et d'indifférence.

Mais, il est aussi illusoire de croire que la globalisation économique ou culturelle amorcée au début du XIX^{ème} siècle conduit nécessairement à une standardisation générale des comportements, comme on dénonce, aujourd'hui, dans la mondialisation une «macdonaldisation» de la planète ! Les mouvements d'acculturation et de frictions interactives provoquées par cette globalisation aboutissent aussi à de nouveaux processus de différenciation. N'est-ce pas au moment où s'unifie l'espace hexagonal français que l'on valorise et réinvente les traditions locales, certaines fêtes calendaires et tout un patrimoine régional... dans une France, fière de ses nombreux vins, de ses 365 fromages ?....

Pris dans un tourbillon de la modernité et la fin d'une civilisation rurale, le terroir atteint dans la conscience malheureuse et immémoriale de ses vertus - illustrée depuis un siècle par l'ouvrage de René Bazin *La terre qui meurt* - se rebelle et redresse la tête. Devient-on pour autant «pèlerin de son histoire» ou touriste de soi-même ? (2)

Cette prédisposition à la spécificité, aux particularismes, ce besoin si naturel d'enracinement est loin d'être antinomique avec un accès à l'universel. Loin d'enfermer chacun dans ses propres particularités culturelles et la relativité de ses valeurs... la référence à l'universel devient la base de l'interrogation essentielle qui tisse «le fragile réseau de la compréhension mutuelle» (3).

Cette crise d'identité relève donc du double mouvement vers l'universel et la reconnaissance des particularismes. A l'heure d'une mondialisation, ne dit-on pas que les crispations solipsistes (4) et les affres du communautarisme apparaissent inévitables ? Comme si une telle globalisation des échanges devait aboutir, sous la pression des revendications centrifuges, à une sorte de «balkanisation» du monde.

L'actualité de ce début de siècle regorge d'exemples, au moment où le tissu moral de la communauté s'effiloche. Un philosophe comme Michaël Sandel (5) souligne l'importance prise par des particularismes à l'ère de la mondialisation : «Dans le monde d'aujourd'hui, l'Etat-nation est en butte à deux sortes de défis» écrit-il,

(2) **Alain Finkielkraut**, dans son essai sur l'actualité et la modernité de Peguy, in *Le Mécontemporain*, Gallimard, Paris, 1992 et les ouvrages de Georges Steiner.

(3) **P. Valadier**, «La fausse innocence du relativisme culturel», in *Etudes*, juillet-août 1997, p. 56, et «Equivalence des cultures et tyrannie des identités», *Esprit*, janvier 1997.

(4) Le solipsisme est la théorie selon laquelle il n'y aurait pour le sujet pensant d'autre réalité que lui-même (définition du *Petit Robert*), NDLR.

(5) **Michaël Sandel**, «Les Démocraties face au défi des identités communautaires», in *Le Monde* du 30 janvier 2001.

«D'une part, la mondialisation économique l'attaque d'en haut. Entreprises multinationales et flux mondiaux de capitaux ne cessent d'éroder la souveraineté effective des nations, tandis que l'émergence d'une société civile internationale donne peu à peu naissance à des formes supranationales de prises de décisions politiques... D'autre part, la Nation est trop grande pour permettre à tous les groupes qui la composent de donner libre cours à l'expression de leur identité collective - bref, pour répondre à la demande croissante d'autodétermination linguistique, religieuse ou culturelle...». Et que dire, au niveau plus local, de l'intercommunalité des regroupements dont le seul projet, parfois fondé sur une identité dépassée ou rêvée, consiste à éviter des solidarités plus larges et plus réelles ?

le rapport de l'identique et de l'altérité

Dans une perspective plus anthropologique, ce qui est constaté au niveau de l'action se vérifie encore davantage dans le domaine de l'étude et de la recherche ; et plus d'un novice en sciences sociales est tombé dans ce piège identitaire ! Jean Poirier, dans le traité d'ethnologie régionale, n'avouait-il pas : «L'une des principales difficultés que nous ayons rencontrées concerne le découpage des ensembles ethniques et culturels, aux divers niveaux : il est bien évident qu'aucune solution n'est pleinement satisfaisante ; il existe de multiples interférences et superpositions entre les différents critères : d'ordre historique, géographique, ethnique, politique, etc.» (6).

Avec l'accélération d'une certaine globalisation des échanges sur l'ensemble de la planète, une idéologie élitiste liée à cette mondialisation a mis le métissage culturel à la mode. Mais là encore, ne s'agit-il pas d'une «notion piège» ? (7) Une pensée de la rencontre métisse ne saurait se confondre avec tout ce qui est bigarré ou avec le plaisir gourmand du foisonnement baroque. Il s'agit davantage d'une pensée de la tension, du conflit, de la transformation..., d'une pensée de la résistance tant à l'indifférenciation et à la standardisation qu'à l'exacerbation différentialiste des particularismes identitaires (8). Ainsi le terme d'identité est faussement clair, mêlant aussi bien l'appartenance à un groupe, à un système de valeurs, à une religion ou à une culture dans un jeu d'inclusion et d'exclusion, mouvant et relatif.

«Le sentiment d'identité culturelle provient de l'appartenance à un groupe, dont la définition et la cohésion reposent sur un système, commun et relativement cohérent, de valeurs et d'institutions», écrit Albert Memmi (9). Ces variables forment ainsi «un triangle qui dessine la scène où se déroule le drame identitaire de chaque groupe». Ainsi, «le triangle de l'identité culturelle du Juif, par exemple, aurait à ses trois sommets : la *judéité*, ou le fait et la manière d'être juif, laquelle se définit par la *judaïcité*, ou groupe juif, et par ailleurs, par le *judaïsme*, ou ensemble des valeurs et institutions juives» (10). Les fluctuations identitaires peuvent aussi prendre l'aspect des flots trompeurs du triangle des Bermudes !

Ce thème de l'identité, en effet, se situe non seulement à un carrefour, mais à plusieurs, intéressant à des degrés divers toutes les disciplines... et plus particulièrement l'anthropologie puisque c'est en imputant à celle-ci une obsession de l'identique que d'aucuns font son procès, précise Levi-Strauss, dans un séminaire sur l'identité.

(6) in *Ethnologie régionale*, Tome 1, La Pléiade, Gallimard, 1972, p. 7.

(7) **Jean-Louis Amselle**, «Le métissage : une notion piège», *Sciences Humaines*, n° 110, novembre 2000, p. 50.

(8) Cf. **François Laplantine** et **Alexis Nous** (dir.), *Dictionnaire des métissages*, Fayard-Pauvert, Paris.

(9) Universitaire et écrivain tunisien de langue française, auteur de nombreux ouvrages tels que *Portrait d'un colonisé*, Corréa, 1957 ; *Portrait d'un Juif*, Gallimard, 1962.

(10) Cf. **A. Memmi**, «Les fluctuations identitaires», in *Esprit*, janvier 1997, p. 96.

En fait, ce processus identitaire se construit dans le temps avec ce qui perdure, dans l'espace avec ce qui rassemble et dans ce rapport de l'identique et de l'altérité, avec ce qui distingue, puisqu'on se pose toujours en s'opposant ! En réaction contre l'angoisse éprouvée à la suite de contradictions et d'incertitudes mal assumées par la collectivité, le principe identitaire est un processus de défense ; censé unifier et redonner du sens, il se situe d'abord au niveau des représentations collectives d'un vouloir vivre ensemble.

Ce que Freud appelait le «narcissisme de la petite différence», ne se réduit pas seulement à une régression ou à un quelconque tribalisme primitif, mais à un vouloir vivre ensemble correspondant aux exigences d'une certaine modernité. Cela pourrait se vérifier dans la notion d'Etat multinational dont Alain Dieckhoff esquisse la théorie. A l'instar des empires multiculturels du XIX^{ème} siècle, mais dans un contexte démocratique, ce nouvel Etat multinational serait «fondé sur l'expression d'identifications multiples... en harmonie avec les aspirations des individus à jouer simultanément sur plusieurs registres d'appartenance» (11). Il faut alors «soit penser et organiser la multinationalité démocratique, soit se résigner à la multiplication exponentielle d'Etats à fondement ethnique» (12). Ce qui ne va pas sans risque d'affrontements !

L'exemple des Balkans reste particulièrement éclatant au regard du dépeçage, après la première guerre mondiale, des Empires qui ont dominé la région pendant plusieurs siècles en rassemblant des peuples plus ou moins autonomes et non souverains. Avec quelques analogies, le Moyen-Orient offre une dramatique illustration de cette marque identitaire exclusive sur le territoire.

Mais la formation de l'identité politique (13) replacée dans son contexte anthropologique met aussi en lumière, au-delà de la crise institutionnelle et idéologique qui affecte un Etat-nation homogénéisant et indivisible, des stratégies identitaires reproduisant à d'autres niveaux un péril géopolitique qui s'étend à partir des nationalismes régionaux jusqu'aux petites communautés locales. Etre de sa région, de son pays, de son village, de sa commune, de son quartier, constitue autant de lieux privilégiés d'une expression identitaire.

Par ce terme de géopolitique, il convient d'entendre «tout ce qui relève de rivalités entre différents types de pouvoirs sur des territoires qui peuvent être de très diverses dimensions» (14), les mêmes causes produisant souvent les mêmes effets. Le décalage entre un pouvoir authentique, reposant sur la conscience politique des gouvernés et une fiction plus ou moins vide de sens, visage d'un «monstre froid» lointain ou absent, illustre bien l'enjeu de la plupart des luttes politiques.

stratégies identitaires et administration territoriale

L'administration des collectivités territoriales n'échappe guère à ces décalages identitaires liés au changement social. Les différents ajustements de l'histoire ne font que souligner, à leur façon, l'inadéquation fondamentale entre un découpage administratif toujours plus ou moins arbitraire et une identité collective en transformation permanente. Les problèmes de la Corse, du Pays Basque, de l'Irlande, etc. viennent raviver sans cesse ces tensions entre identité et découpage territorial

(11) **Alain Dieckhoff**, *La Nation dans tous ses états*, Flammarion, Paris, 2000, 356 p.

(12) **A. Dieckhoff**, op. cit.

(13) **Malek Chebel**, *La Formation de l'identité politique*, PUF, Paris, 1986, 224 p.

(14) **Yves Lacoste**, «Périls géopolitiques en France», in *Hérodote*, n° 80, 1998, p. 3.

et rappellent qu'aucune solution n'est pleinement satisfaisante et que l'histoire des peuples est pleine de conflits liés à ce genre d'inadéquation et d'évolution où alternent ouverture au monde et repli identitaire. Les diverses réponses institutionnelles fournies à ces questions pérennes traduisent en partie la genèse des besoins et des aspirations d'une communauté humaine en perpétuelle transformation.

Ainsi, les changements démographiques et sociologiques, avec l'afflux de populations allogènes, - par exemple, arabes en Provence, au Pays des Félibres de Mistral et de Maurras ! - peuvent entraîner de tels accès de fièvre identitaire... Qu'il s'agisse d'une région comme la PACA et l'ensemble du midi méditerranéen, de l'Alsace des années 1930, ou d'un petit canton rural en périphérie urbaine, le chassé-croisé des revendications identitaires provoque parfois des relents de guerre civile. Dans tous les cas, on peut observer une exacerbation du local, du terroir, tendant à inscrire dans une politique territoriale ce regain identitaire où l'imaginaire collectif dépasse de loin une rationalisation et une conception de la citoyenneté jugées trop utilitaristes.

Car une approche anthropologique des rapports de l'identité collective et du territoire dans lequel elle tend à s'inscrire pose la question de l'espace dans sa dimension culturelle et non plus seulement au niveau de la répartition territoriale du pouvoir. La culture opère ainsi de manière tacite la structuration de l'expérience de l'espace, traduit cet «entre-deux... de l'enracinement et de la migration, de l'assimilation et de la discrimination» (15).

Ainsi, les rapports de l'identité et du territoire illustrent bien ce caractère magique et dangereux d'un univers politique «dont les éléments ne sont pas des données objectives, mais des représentations et des croyances» (16). En fonction des données concrètes de la situation, on infléchit alors le découpage selon la conjoncture. L'espace n'existe que par ce qui le remplit, disait Abraham Moles. Dans les situations de mouvance ou de crise, l'enracinement prend ainsi une valeur symbolique éminente.

Aujourd'hui, par exemple, un schéma très caricatural oppose facilement au nom du changement social, le trio Europe - Régions - Groupements de Communes au trio jugé dépassé Etat-nation - Département - Communes.

D'un côté, il s'agirait d'une conception étatique obsolète d'un développement local axé sur des lieux géométriques d'exercice du centralisme jacobin hérité de l'Ancien Régime dans le cadre d'un Etat-Nation ; de l'autre, d'une conception moderne et décentralisée où régionalisme et fédéralisme favoriseraient la recomposition d'ensembles identitaires plus vastes, dans une «République Plurielle».

Comment penser un nouveau cadre «international» quand on assiste à la fin de cette territorialisation politique ? Dans le fameux «bocage administratif français», il semble bien difficile, en effet, de s'y retrouver, tant l'importance de l'histoire, les habitudes, les réflexes, les acquis pèsent sur toute tentative de réforme. La France n'est-elle pas l'un des rares pays à bénéficier ou à supporter une administration territoriale à quatre ou cinq niveaux ? Et cela, pour gérer les 36 527 com-

(15) **Pierre Tap** (dir. par), *Identités collectives et changement social*, Privat, Toulouse, 1987, p. 12.

(16) **Georges Burdeau**, *Encyclopaedia Universalis*, Vol. 16, p. 5.

munes, les 16 000 groupements intercommunaux de statuts divers, une centaine de départements, 26 régions... et s'ouvrir à la dimension d'une Europe «remembrée», au nombre encore variable d'Etats membres !...

Certes, en période de fin de règne et de régime politique, l'émergence d'une conception décentralisée du développement local passe par une assez longue maturation et la recomposition de solidarités organiques différentes de celles connues jusqu'ici.

Les actuelles régions - véritables conglomerats de départements - sont mal parties et mal réparties, étant trop nombreuses et hétérogènes. «Quel Etat pour des régions singulières ?» titrait la *Revue Politique et Parlementaire*, au terme de vingt ans de décentralisation inachevée (17). Comment concilier les nouveaux pouvoirs normatifs dans une «république plurielle» avec les valeurs traditionnelles de l'Etat républicain ? N'ouvrirait-on pas une boîte de Pandore à l'occasion de telle ou telle crise liée à la question corse, basque, etc ? A cet égard, on peut souligner l'ambiguïté d'une collectivité territoriale dont les représentants sont élus dans le cadre plus étroit que celui qui est le sien, celui du département.

Les départements, mélange historique de décentralisation et de déconcentration, malgré une identité réelle et un sentiment d'appartenance renforcé face aux régions, connaissent pourtant un certain dépérissement. Quant aux nouvelles notions de pays, de bassins de vie, d'emploi, etc, malgré leurs vertus de souplesse et leur adéquation conjoncturelle aux réalités économiques et démographiques, elles ne peuvent se substituer à une organisation administrative à laquelle l'histoire et la culture ont conféré une certaine légitimité. Seule la commune - à condition encore qu'elle soit viable, c'est-à-dire insérée dans un réseau d'intercommunalité suffisamment large - semble tirer son épingle du jeu dangereux dans laquelle la France s'enfoncé.

Alors, à quelque niveau que ce soit, comment se complaire dans ce jeu de miroirs des identités sans nourrir ces nombreux et omniprésents micro-nationalismes régionaux ou locaux qui ont pour caractéristique très paradoxale de pouvoir être facteur aussi bien de démocratisation que d'exacerbation de la méfiance ou de la haine ?

Le culte identitaire continue à faire des ravages. Certes, il convient d'en reconnaître l'effet positif et légitime dans l'exercice d'une projection tout à fait normale d'un vécu collectif. Mais, le risque de réduction identitaire est bien réel. Un tel usage exclusif de la quête identitaire, sous couvert d'appartenances multiples et croisées de sol, de sang et d'histoire... ne risque-t-il pas de conduire aux pires excès dont témoigne l'histoire récente ?

Les revendications identitaires, en effet, ne mènent-elles pas souvent à la violence ? Cette interrogation légitime prend parfois le visage de l'imprécation ; Jacques Julliard, par exemple, n'hésite pas à évoquer dans un article récent du *Nouvel Observateur* (août 2000) «l'immonde bête identitaire génératrice de tous les crimes». Combien de mouvements indépendantistes sont, en effet, associés à la violence terroriste, pris entre rêves et réalités identitaires ! (18).

(17) N° 1009-1010, février 2001.

(18) Cf. **Amin Maalouf**, *Les identités meurtrières*, Grasset, Paris, 1998.

Pourtant, associer l'affirmation d'une identité culturelle à l'exercice de la violence et à l'exclusion de l'autre mérite d'être corrigé ou pour le moins vérifié, car toute lutte identitaire ne mène pas obligatoirement au nationalisme, au racisme ou à la négation de l'autre. C'est ce que pourraient montrer quelques exemples venus d'Amérique latine (19).

Les constructions identitaires demeurent donc des aventures dangereuses, ne serait-ce qu'à cause de la fluidité extrême du concept d'identité et de son usage généralisé - pour ne pas dire abus, et la plupart du temps incontrôlé - comme le révèlent les fluctuations et les métamorphoses de l'identité culturelle précédemment évoquées (20).

Pour ne pas se laisser enfermer dans ce piège identitaire, il faut donc s'efforcer de dissocier, de déconnecter dans la mesure du possible toute question afférente à l'identité communautaire de l'organisation et de la gestion du territoire, de la répartition des ressources ainsi que de l'exercice du pouvoir. Cela est valable au niveau local, national et international. L'appartenance à telle ou telle circonscription administrative ou découpage politique n'implique pas nécessairement une conscience ethnique, même si elle contribue souvent à en forger ou à en conforter la réalité. Quels dispositifs politiques, à l'instar d'une authentique décentralisation, permettent de conjuguer des principes de solidarité, de subsidiarité et de liberté, dans de nouvelles répartitions des pouvoirs et une meilleure circulation de la souveraineté ?

Chercher «le» critère d'identité d'où serait censé procéder tel ou tel découpage administratif peut aboutir à limiter le champ d'investigation des représentations et des mythes qui confèrent véritablement à cet espace toute sa dimension symbolique identitaire. En ce sens, à l'instar de la Nation, la Région comme le Département n'est une réalité concrète que dans la mesure où elle représente «une certaine idée» du «vivre ensemble» ; d'où le coefficient affectif que comporte tout projet d'organisation du territoire et tout recours à cette notion périlleuse d'identité. Pour reprendre la formule de Max Ernst, «L'identité sera convulsive ou ne sera pas», car dans ce mixte indissoluble de pesanteur et de grâce, l'identité n'a pas fini de nous égarer dans ses sautes d'humeur pour le meilleur et pour le pire. Là encore, on doit se garder de ne pas absolutiser ce qui, par essence, est relatif. La guerre des cultures n'aura pas lieu ! Sinon gare aux fameux balbutiements de l'histoire... ! d'une histoire qui, au dire de Paul Morand, «comme une idiote, mécaniquement se répète» !

Daniel Mandon

(19) Cf. les travaux d'**Yvon Le Bot**, sociologue, auteur notamment de *Violence de la modernité en Amérique latine. Indianité, société et pouvoir*, Karthala, Paris, 1994 ; et, avec le sous-commandant Marcos, *Le rêve zapatiste*, Seuil, Paris, 1997.

(20) **Sélim Abou**, «Les métamorphoses de l'identité culturelle», *Diogène*, n°177, janvier-mars 1997.
